

1. le Pacte de responsabilité est toujours bien accueilli², l'opinion attend des résultats.

- **en termes d'image, il a participé à représerver le PR** : des verbatims, ressortent notamment une perception de volontarisme, de prise en compte de la gravité de la situation et de capacités de propositions. Il a, en revanche, contribué à effacer encore un peu plus le Premier ministre qui n'a pour l'opinion pas de rôle clair.
- **l'a priori positif ne se traduit toutefois pas dans les jugements sur la politique économique** (17% de satisfaction, baisse de 2 points depuis novembre). Dans le détail, la satisfaction des électeurs de FH au premier tour augmente légèrement (probablement l'effet d'une posture plus déterminée davantage qu'un jugement sur la politique) ; l'électorat Front de gauche décroche ; le centre reste stable (effet retard entre appréciation de la mesure et satisfaction de la politique). La droite, pour sa part, continue à se radicaliser (pour d'autres raisons, essentiellement sociétales).

*A noter que **les mesures mensuelles** (popularité, confiance, moral) **reflètent, pour janvier, plusieurs événements contradictoires** qui rendent leur lecture incertaine : impact positif du Pacte de responsabilité, mais aussi impact négatif fort des mauvais chiffres du chômage (avant le fait d'assumer fin janvier) et poursuite de l'enkystement de l'opinion sur le thème de la fiscalité.*

- **cette bonne réception initiale ne doit cependant pas masquer** :
 - **à droite, une défiance qui reste très profonde**. Les sympathisants de droite ne croient ni aux résultats ni à la politique menée, et les jugements dans les verbatims sont toujours aussi sévères.
 - **à gauche, même si la démarche est saluée, des doutes sur les effets concrets du Pacte**. Le Pacte est **vu comme un pari sur l'emploi**, une main tendue au patronat qu'il s'agit maintenant de concrétiser.

La demande très forte de contreparties³ - c'est-à-dire de résultats - **n'est pas une façon d'opposer l'Etat et les entreprises**. Il ne s'agit pas de « compter » ce qui revient aux uns et aux autres (source de divisions et risque pour la crédibilité de la parole), mais de se poser en **garant de l'engagement de tous** : la vision positive du Pacte provient de ce qu'il est perçu comme un possible accord gagnant-gagnant, **l'entrée dans un cercle vertueux qui permettrait de voir la fin de la crise**.

- pour tous et parallèlement, un **doute persistant sur la captation des bénéfices du Pacte par les grandes entreprises** (en qui la confiance est très faible) **au détriment des PME** (perçus comme les seuls réels créateurs d'emplois). Le sentiment de discuter essentiellement avec le Medef peut renforcer cette défiance, qui pourrait *in fine* nuire au Pacte. **Des actions de communication pourraient être envisagées pour marquer l'intérêt du Pacte pour les PME.**

¹ Sondages Ifop/SIG ; Opinion Way/LCI « La question de l'éco » ; CSA/BFM TV « Baromètre du moral des Français » ; BVA/Le Parisien-I Télé ; étude qualitative TNS Sofres « L'état d'esprit des Français et leur jugement sur l'action du gouvernement ».

² 57 % des Français pensent qu'il répond aux problèmes du pays - 73% des électeurs PS, 57 % des électeurs UMP.

³ 80 % des Français veulent « conditionner » les baisses de charge à des engagements fermes en termes d'emploi (et dans une moindre mesure à une hausse des salaires).

- **une crispation** (en particulier des catégories populaires) **n'est pas à exclure si le mouvement semble ralentir ou se bloquer**. Autant sinon plus que les résultats (qui donneront de toute façon lieu à débat sur leur imputation), **le maintien de la posture de rassemblement et d'autorité sera déterminant** dans le succès du Pacte : **il s'agit bien de mettre chacun devant ses responsabilités** (les sympathisants de gauche insistent particulièrement, en quali, sur le terme « *responsabilité* », qui est apprécié).

Enfin, des gestes marquant notre attachement aux valeurs du travail et du mérite (défiance importante des catégories populaires sur ce point depuis la refiscalisation des heures supplémentaires) pourraient conforter ce message et **crédibiliser notre volonté de favoriser concrètement l'emploi**. En poursuivant la triangulation, ils permettraient également que **l'effet du Pacte ne se referme pas trop vite**.

2. **le volet « baisse des dépenses » du Pacte n'est, pour sa part, pas encore repéré par l'opinion**. Après relance, sans surprise, l'objectif est consensuel et l'a priori positif (en particulier le projet de donner davantage de cohérence aux dispositifs publics et de simplifier le « mille-feuille » administratif).

Ressurgissent toutefois rapidement des craintes sur le maintien du modèle social (et le financement des allocations familiales), l'avenir des services publics et la préservation des identités locales ; susceptibles de s'enflammer et auxquelles il faudra veiller.

3. **enfin, fait nouveau, les crispations sociétales tendent à prendre progressivement une place presque aussi importante que la crise économique**.

Le climat de division et de tensions est ainsi, de plus en plus, perçu comme le prolongement du délitement de la société (déjà perçu de longue date). Même si l'on ne prête pas, au moins à gauche, l'intention de diviser, **les conséquences sont redoutées par tous** (notamment à gauche, où l'on voit avec effroi naître dans la rue et sur internet une droite « dure »).

Les thèmes à l'origine des débats de ces dernières semaines sont pourtant jugés importants, et les orientations approuvées⁴. Mais ils s'accompagnent d'une **crainte que leur mise en lumière n'aboutisse à l'exacerbation des tensions et à la fragmentation sociale**, en jetant du sel sur les plaies et en libérant plus encore les discours de haine.

L'attente envers l'action du gouvernement semble ainsi double : **une attente de fermeté** (demande habituelle d'autorité, accentuée par l'impression d'hésitations encore nombreuses) ; **mais également une forte attente de rassemblement** : il s'agit en particulier **d'éviter tout ce qui risquerait d'exacerber les divisions**. Il faut probablement chercher dans cette ambivalence la réception très mesurée de l'action de M. Valls sur l'affaire Dieudonné⁵.

Les appels aux valeurs de la gauche risquent donc, y compris à gauche auprès des premiers concernés, de diviser autant qu'ils ne rassemblent, en réveillant des craintes dans une atmosphère jugée délétère. L'autorité pourrait en revanche trouver à s'incarner sur des sujets plus consensuels tels l'atteinte à la loi républicaine ou la lutte contre les formes de racisme ou de discrimination./ (CM/AA)

⁴ 86 % sur l'égalité hommes-femmes ; 67 % sur l'IVG.

⁵ Si les propos de Dieudonné étaient presque unanimement condamnés, seuls 47% des Français estiment que ces spectacles révèlent un vrai problème en France et qu'il faut se mobiliser pour les interdire, contre 52% d'avis inverse - la gauche étant tout aussi partagée (51/49).